



## **CSW67 – EVENEMENT PARALLELE REPONSES AUX DEFIS REGIONAUX ET MONDIAUX : PROTEGER LES DROITS DES FEMMES ET DES FILLES MIGRANTES, REFUGIEES ET DEMANDEUSES D’ASILE**

*Un événement parallèle à la 67e session de la Commission de la condition de la femme, coorganisé par le Conseil de l’Europe et la Mission permanente de l’Islande auprès des Nations Unies sous la présidence islandaise du Comité des Ministres du Conseil de l’Europe.*

**BIOGRAPHIES DES INTERVENANTES ET INTERVENANTS**



Permanent Mission of Iceland  
to the United Nations



**PRESIDENCY  
OF ICELAND**  
Conseil de l’Europe 11/2022 – 05/2023  
**PRÉSIDENTIE  
DE L’ISLANDE**  
Council of Europe 11/2022 – 05/2023

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L’EUROPE



**Katrin Jakobsdóttir** occupe le poste de Première ministre de l'Islande depuis novembre 2017 et elle est la deuxième femme islandaise à occuper ce poste. Elle a été ministre de l'éducation, des sciences et de la culture et ministre de la coopération nordique de 2009 à 2013. Mme Jakobsdóttir est la présidente du Mouvement gauche-vert, un rôle qu'elle occupe depuis 2013, après en avoir été vice-présidente de 2003 à 2013. Mme Jakobsdóttir est membre d'Althingi pour la circonscription de Reykjavík Nord depuis 2007. Elle est également présidente du *Council of Women World Leaders*.

Le gouvernement de coalition de la Première ministre Jakobsdóttir a poursuivi l'approche novatrice de l'Islande pour lutter contre l'inégalité systémique entre le genre et l'exclusion économique des femmes, notamment en mettant en œuvre la première politique de certification de l'égalité des salaires au monde. Son gouvernement a pris des mesures importantes pour mettre fin aux violences sexuelles et sexistes et a récemment pris des mesures progressistes pour étendre le congé parental partagé aux deux parents. En tant que Première ministre, elle a décidé d'occuper également le poste de ministre de l'Égalité de genre afin de garantir une action cohérente contre toutes les injustices fondées sur le genre.

Le gouvernement de la Première ministre Jakobsdóttir est également à l'avant-garde de la politique en matière de changement climatique et s'est engagé à rendre l'Islande neutre en carbone avant 2040. Sous la présidence islandaise, les premiers ministres nordiques ont adopté un nouveau plan ambitieux axé sur l'action climatique et la durabilité. La Première ministre Jakobsdóttir a souligné l'importance de l'approche du gouvernement du bien-être et a mis en place un cadre de 39 indicateurs couvrant les dimensions sociales, économiques et environnementales de la qualité de vie. Ces indicateurs sont liés aux objectifs de développement durable des Nations unies et sont destinés à compléter les mesures économiques traditionnelles, telles que le PIB, et à suivre les tendances en matière de bien-être de la population.

Née à Reykjavík le 1er février 1976, Mme Jakobsdóttir et son mari, Gunnar Sigvaldason, ont trois fils. Mme Jakobsdóttir est titulaire d'une maîtrise en littérature islandaise et d'une licence avec une majeure en islandais et une mineure en français de l'université d'Islande. Elle a rédigé son mémoire de maîtrise sur l'œuvre du célèbre auteur islandais de romans policiers Arnaldur Indriðason. Avant d'être élue au Parlement, Mme Jakobsdóttir a travaillé dans les médias, en tant qu'éditrice et en tant qu'enseignante dans le secondaire et à l'Institut de formation continue de l'Université d'Islande.



**Sergiy Kyslytsya**, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Représentant permanent de l'Ukraine auprès des Nations Unies et Président du Bureau du Conseil d'administration d'ONU-Femmes

Carrière diplomatique : Depuis novembre 2022 - Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire d'Ukraine auprès du Commonwealth des Bahamas (non-résident). Octobre 2021 - aujourd'hui - Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire d'Ukraine auprès de la République de Trinité-et-Tobago (non-résident). 2014 - 2020 - Vice-ministre des Affaires étrangères. 2006 - 2014 - Directeur général des organisations

internationales (direction générale des Nations unies et des autres organisations internationales du MAE d'Ukraine jusqu'en novembre 2011). 2006 - Directeur général adjoint du deuxième département territorial (Amériques et Europe occidentale), MAE d'Ukraine. 2003 - 2005 - Ministre-conseiller, DCM (politique), Ambassade d'Ukraine aux États-Unis d'Amérique. 2001 - 2003 - Conseiller politique, Ambassade d'Ukraine aux États-Unis d'Amérique. 2000 - 2001 - Conseiller principal du ministre des Affaires étrangères, groupe des conseillers et des ambassadeurs en poste, MAE, Ukraine. 1998 - 2000 - Chef de cabinet du ministre des Affaires étrangères de l'Ukraine. 1996 - 1998 - Deuxième, premier secrétaire (politique), assistant spécial de l'ambassadeur, ambassade d'Ukraine en Belgique, aux Pays-Bas et au Luxembourg et mission de l'Ukraine auprès de l'OTAN ; point de contact pour l'UEO-Ukraine (Bruxelles). 1994 - 1996 - Chef, a.i., de la section du Conseil de l'Europe, MAE, Ukraine ; assistant spécial du député, premier vice-ministre des Affaires étrangères d'Ukraine. 1993 - Attaché, troisième secrétaire du département de la CSCE et de la coopération régionale européenne du ministère des Affaires étrangères de l'Ukraine. 1992 - Stagiaire au département de la CSCE et de la coopération régionale européenne du MAE d'Ukraine. Autres postes : 2023 - Présidente du Bureau du Conseil d'administration d'ONU Femmes. 2022 - Vice-présidente du Bureau du Conseil d'administration d'ONU Femmes. 2021-2023 - Vice-présidente du Bureau du Conseil d'administration du PNUD/UNOPS/UNFPA. 2014-2020 Présidente de la Commission nationale de l'Ukraine pour l'UNESCO. Membre de la délégation ukrainienne aux 62e - 77e sessions de l'Assemblée générale des Nations unies. 2017 - Chef de la délégation de l'Ukraine à la 39e session de la Conférence générale de l'UNESCO. 2015-2017 - Représentante de l'Ukraine au Conseil exécutif de l'UNESCO ; chef de la délégation ukrainienne à la réunion de l'OSCE sur la mise en œuvre de la dimension humaine à Varsovie ; président de la Commission pour l'égalité de genre du Conseil de l'Europe (réélu pour 2016). 2012-2014 - Vice-présidente de la Commission pour l'égalité de genre du Conseil de l'Europe. 2006-2011 - Membre du Comité directeur pour l'égalité entre les femmes et les hommes (CDEG) du Conseil de l'Europe (2011 Membre du Bureau du CDEG). 2014-2015 - Coprésident du groupe de travail sur l'élaboration du projet de stratégie nationale en matière de droits humains. 2015 Coprésident du groupe de travail sur l'élaboration du projet de plan d'action sur la mise en œuvre de la stratégie nationale en matière de droits humains. 2014-2015 Chef adjoint de la Commission interinstitutionnelle sur la coopération militaro-technique et le contrôle des exportations de l'Ukraine. Honneurs et récompenses : Ordre du mérite de l'Ukraine 3<sup>ème</sup> classe



Iris Luarasi PhD est la présidente du GREVIO au Conseil de l'Europe. Elle dirige depuis 20 ans la Ligne de conseil pour les femmes et les filles (la ligne d'assistance nationale pour les victimes de violence domestique et de violence à l'égard des femmes) et dirige le premier centre masculin en Albanie – Ligne de conseil pour les hommes et les garçons qui tente de réhabiliter les auteurs de violence domestique et travaille sur la prévention avec les jeunes garçons dans le pays et les campagnes de paternité. Elle a été membre du groupe de travail du GREVIO sur une Recommandation générale concernant la dimension numérique de la violence à l'égard des femmes au Conseil de l'Europe.

Iris Luarasi est professeure au département de journalisme et de communication de l'université de Tirana. Elle forme également des journalistes albanais-es aux droits humains, à l'éthique du journalisme, ainsi qu'à la lutte contre les fake news, les discours de haine et le sexisme. Ses activités de recherche et de publication comprennent la direction d'une étude sur la violence domestique et les crimes sexuels, un guide pour les journalistes sur la violence basée sur le genre et les agressions sexuelles, des lignes directrices pour la collecte de données et la rédaction de deux livres sur le journalisme radio et les médias en Albanie.



En juillet 2022, **Pär Liljert** (Suède) a pris ses fonctions de Directeur du Bureau de l'OIM auprès des Nations Unies.

Avant de prendre ses fonctions actuelles, M. Liljert était chef de mission, coordinateur et conseiller pour la Nouvelle-Zélande, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et le Pacifique, au sein du bureau de pays de l'OIM avec fonctions de coordination (CORF) à Canberra, en Australie. Pendant sept ans (2011 à 2018), il a été envoyé spécial et chef de mission de l'OIM en République populaire de Chine, représentant l'OIM en Chine et en Mongolie. Sa carrière de fonctionnaire international au sein de l'OIM comprend des affectations en tant que chef de mission en Tanzanie (2007 - 2011) et chef de mission en Zambie (2002 - 2004). Il a commencé sa carrière à l'OIM en tant que responsable des programmes régionaux au bureau régional de l'OIM à Pretoria et a également occupé le poste de responsable des relations avec les donateurs·trices au siège de l'OIM. Avant de rejoindre l'OIM, il a travaillé à l'ambassade de Suède au Botswana.

Pendant qu'il était COM et envoyé spécial à Pékin, la Chine est devenue un État membre de l'OIM et le Centre de renforcement des capacités de l'OIM en Afrique (ACBC) a été établi à Moshi pendant qu'il était COM en Tanzanie.

Pär est titulaire d'une maîtrise en sciences politiques de l'Université de Lund en Suède. Il est marié et a deux fils.



Le 1er janvier 2022, **Leyla Kayacik** a pris ses fonctions de représentante spéciale de la Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe, Marija Pejčinović Burić, pour les migrations et les réfugié·es. Membre de longue date du Secrétariat du Conseil de l'Europe, Mme Kayacik apporte plus de 30 ans d'expérience internationale dans le domaine des droits humains et de l'État de droit. Au cours de cette période, elle a occupé plusieurs fonctions, notamment au sein de l'ancienne Commission européenne des droits de l'homme (Cour européenne des droits de l'homme), du Secrétariat de la Charte sociale européenne, sur le terrain et en tant que directrice du cabinet du Secrétaire général et de la Secrétaire générale adjointe. Mme Kayacik est titulaire d'une maîtrise en droit de l'Université de Strasbourg et d'une maîtrise en langue et littérature anglaises de l'Université de Nice. Elle parle couramment le turc, le français et l'anglais.



Le **Dr Jemimah Njuki** est la cheffe de la section de l'autonomisation économique d'ONU Femmes. Elle est une leader reconnue en matière d'égalité de genre et d'autonomisation des femmes, ayant dirigé des initiatives mondiales visant à promouvoir l'autonomisation économique des femmes. Auparavant, Jemimah a travaillé à l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) en tant que directrice pour l'Afrique, où elle a collaboré avec les gouvernements africains et les principales parties prenantes afin de développer des preuves pour un changement de politique transformateur.

Ces deux dernières années, elle a dirigé le levier de changement pour l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes du Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires et a joué un rôle déterminant dans la création de la Coalition pour que les systèmes alimentaires fonctionnent pour les femmes et les filles. En outre, elle a dirigé la conception et le déploiement du Global Food 5050, un indicateur et un mécanisme de responsabilité de genre pour les organisations engagées dans les systèmes alimentaires mondiaux.

Elle a dirigé les travaux sur l'égalité de genre au sein du Centre de recherches pour le développement international (CRDI), notamment la conception du programme Growth and Economic Opportunities for Women (GRoW), le programme Women in Agriculture de CARE USA et le programme Poverty, Gender and Impact de l'International Livestock Research Institute.



**Alyssa Ahrabare** est une activiste féministe française d'origine maroco-algérienne et juriste spécialisée en droit des libertés fondamentales. Responsable plaidoyer du Réseau européen des femmes migrantes, vice-présidente de la coordination française du Lobby Européen des Femmes et co-présidente de l'organisation française Osez le féminisme !, Alyssa a plus de 7 ans d'expérience au sein d'ONG dédiées à la promotion des droits des femmes et la lutte contre les violences masculines. Elle dispense également des formations sur l'accès aux droits et à la justice et la lutte contre les discriminations.

#### **Modératrice :Marja Ruotanen**



Suite à sa nomination par la Secrétaire Générale, Marja Ruotanen a pris ses fonctions le 1er septembre 2022 en tant que nouvelle Directrice Générale de la Démocratie et de la Dignité Humaine (DGII).

Mme Ruotanen a une connaissance approfondie de la mission et des activités du Conseil de l'Europe, y compris dans les domaines des normes, des mécanismes de suivi et de la coopération. Elle a notamment occupé les postes de Directrice de l'égalité et de la dignité humaine (DGII), Directrice de la justice et de la dignité humaine (DGI), Directrice de la coopération (DGI), et Directrice du Cabinet du Secrétaire Général et Secrétaire Générale adjointe. Elle a également travaillé pendant plusieurs années à l'Assemblée parlementaire, dernièrement en tant que directrice des commissions.

Tout au long de sa carrière, Marja Ruotanen s'est efforcée de privilégier les connexions utiles entre les différents programmes et acteurs du Conseil de l'Europe, en favorisant la transversalité et le travail d'équipe au niveau de l'Organisation.

Mme Ruotanen est profondément attachée aux valeurs de l'Organisation et déterminée à révéler le potentiel de la DGII pour promouvoir la démocratie en plaçant la dignité humaine au cœur de ses efforts. Convaincue que les défis que nous devons relever aujourd'hui sont complexes et qu'il faut mobiliser l'expertise de nombreux domaines, elle promouvra les réformes et les méthodes de travail qui favoriseront la coopération entre les équipes au sein de la DGII et au-delà. Mme Ruotanen est déterminée à user de son influence en tant que directrice générale pour accélérer les progrès vers l'égalité de genre au sein de l'Organisation.